

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence
dans le logement**

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) mise en œuvre depuis le 24 mars 2014, renforce la lutte contre l'habitat indigne et non décent par le développement d'outils, comme la déclaration préalable de mise en location, l'exécution des travaux d'office ou encore l'application de la conservation de l'aide au logement.

La lutte contre le logement non décent participe à la prévention de l'insalubrité et permet de maintenir une offre de logements présentant un minimum de confort, et accessibles aux plus modestes. La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants et plus globalement le bien être en matière de santé. C'est un déterminant de santé important.

Depuis la mise en œuvre de la loi ALUR, la CAF s'est dotée d'un outil incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) propose la signature d'une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements afin de doter la collectivité d'un outil coercitif pour la lutte contre l'habitat dégradé et ainsi clarifier et améliorer l'intervention publique pour l'usager.

Dans la majorité des situations, les logements qui ne répondent pas aux critères de décence ne sont pas non plus conformes au Règlement Sanitaire Départemental, dont la collectivité est applicataire, l'application de cette réglementation par la collectivité est limitée par l'absence de leviers forts pour obtenir la mise en

conformité des logements par les propriétaires.

Cette convention permettra d'habiliter le SCHS à réaliser les constats de non décence et les constats après travaux. Les signalements issus du parc privé de logements potentiellement non décents feront l'objet d'enquêtes sanitaires par le SCHS. Si le logement est jugé non décent, et à l'issue d'une phase amiable et contradictoire, la CAF pourra mettre en œuvre la conservation de l'allocation logement (AL) dans l'attente de la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité.

La convention prévoit le versement d'une contribution financière à la Ville à hauteur de 100€ par dossier.

La note interministérielle du 05 mars 2017 relative à la mise en œuvre du décret 2015-191 du 18/02/2015 relatif aux allocations logement et à leur conservation en cas de non-décence du logement, désigne les SCHS comme partenaires privilégiés dans cette lutte.

En sa qualité d'acteur dans la lutte contre l'habitat indigne et non décent, et afin de pouvoir participer à la prévention de l'insalubrité, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de signer cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que les recettes seront inscrites au Budget de la Ville, chapitre 931, section de fonctionnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de signer la convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CAF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180628-45517-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.